



DE L'ÉQUATEUR AU PÔLE

Le Groenland, levier pour
l'autonomie stratégique de l'Europe

Contribution de Christophe Peeters
Février 2026

Avertissement : cet article est une **contribution externe**. L'auteur n'est pas membre d'Itinera et a rédigé cet article de sa propre initiative. Itinera a procédé à un contrôle de qualité du contenu et à révision rédactionnelle avant publication, mais les opinions et conclusions exprimées dans cette contribution reflètent uniquement celles de l'auteur et pas nécessairement celles d'Itinera.



TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
ANALYSE	4
Retour trumpien à l'expansionnisme et aux sphères d'influence	4
L'importance du Groenland : matières premières, énergie et accès	4
Le climat ouvre la scène arctique, mais pas sans friction	6
Points d'étranglement de l'Arctique : GIUK, Svalbard, infrastructures sous-marines	7
Le spectre des énergies fossiles continuera de hanter la géopolitique pendant des décennies	7
Le Groenland, levier de l'autonomie stratégique européenne	9
Le Groenland : un casse-tête militaire crucial pour l'Europe	11
Le conflit maritime avec la Russie	13
Trump a raison	13
La solution pour le Groenland : un partenariat plutôt qu'une annexion	14
L'UE et les États-Unis dans un « Pacte arctique des nations libres » plus large	14
Le rôle du Canada	14
Le XXI ^e siècle ressemble davantage au XIX ^e siècle qu'au XX ^e siècle sur le plan géopolitique	17
Trump est un « signal d'alarme » pour l'Europe	18
La voie à suivre pour l'Europe	18
CONCLUSION	21



RÉSUMÉ

Le monde est redevenu le théâtre d'une politique de puissance assumée et brutale. De l'Amérique latine à l'Arctique, les États-Unis démontrent leur volonté de défendre activement leurs intérêts stratégiques, y compris en dehors des cadres diplomatiques traditionnels. Il ne s'agit pas d'une anomalie, mais d'un signal clair : les grandes puissances agissent de nouveau de manière explicite en fonction de leur puissance, de leur accès aux ressources et de leur capacité de contrôle. Pour l'Europe, cette évolution ne relève pas d'une problématique lointaine, mais constitue un défi direct pour sa sécurité, son approvisionnement énergétique et son autonomie économique.

Dans ce contexte, le Groenland occupe une position centrale. L'île se situe au carrefour de trois axes stratégiques majeurs :

- L'énergie et les matières premières.
- La sécurité maritime et aérienne.
- Les futures routes commerciales.

Le changement climatique accroît l'accessibilité de la région arctique, tandis que l'importance des matières premières critiques qu'elle recèle et la valeur militaire du contrôle des routes maritimes et des voies d'approvisionnement augmentent de manière significative. L'influence exercée sur le Groenland pèse ainsi de plus en plus directement sur l'architecture de sécurité de l'espace nord-atlantique.

L'Europe se trouve, à cet égard, dans une situation de vulnérabilité. Elle dépend largement de sources d'énergie extérieures, de chaînes de traitement non européennes pour les matières premières critiques, ainsi que des capacités américaines en matière de sécurité et de défense. Parallèlement, elle ne dispose ni d'une puissance maritime suffisante, ni de capacités industrielles de défense adéquates, ni d'un niveau de coordination stratégique lui permettant d'agir de manière autonome lorsque les intérêts divergent. L'autonomie stratégique demeure dès lors trop souvent un slogan dépourvu de contenu contraignant.

L'idée centrale est que l'Europe ne doit pas appréhender le Groenland comme une région périphérique ou un simple dossier danois, mais comme un levier permettant de donner corps à sa propre autonomie stratégique. Cela ne suppose ni annexions ni projets idéologiques de grande ampleur, mais la mise en place d'un partenariat pragmatique fondé sur la sécurité, les matières premières, les infrastructures et l'intégration économique, dans le plein respect du droit à l'autodétermination du Groenland. Ignorer ce levier reviendrait à accepter implicitement que l'Europe demeure, pour les décennies à venir, l'objet des jeux géopolitiques d'autrui.



ANALYSE

Retour trumpien à l'expansionnisme et aux sphères d'influence

En 2025, première année de son second mandat, Donald Trump a profondément perturbé la scène internationale. Il a menacé d'annexer le Canada en tant que 51^e État américain et a évoqué la reprise du contrôle du canal de Panama, y compris par la force si nécessaire. Il est particulièrement frappant de constater que ces déclarations sont intervenues au moment du décès de Jimmy Carter, président qui avait précisément acté la cession du canal au Panama. Dans le même temps, Donald Trump a également formulé une revendication territoriale concernant le Groenland.

Au début de l'année 2026, Trump a procédé à un « grand nettoyage » au Venezuela en orchestrant l'enlèvement audacieux et réussi, mais hautement contestable au regard du droit international, du président Maduro. Quelques jours à peine après cet épisode, son attention s'est de nouveau portée sur le Groenland.

Aussi maladroitement formulée soit-elle, cette proposition est peut-être la moins singulière parmi les nombreuses initiatives que « The Donald » adresse successivement à la communauté internationale. D'un point de vue historique, l'accaparement de territoires n'a en effet pas été l'apanage d'autocrates tels que Vladimir Poutine. Les États démocratiques, et en particulier les États-Unis, y ont également recouru à de multiples reprises au cours de leur histoire : le Nouveau-Mexique et la Californie en 1848, Guam, plusieurs îles du Pacifique, Porto Rico, les Philippines, ou encore des îlots inhabités comme l'île Jarvis, annexée sur la base du Guano Islands Act de 1856.

Même sur le continent américain, d'importantes acquisitions territoriales ont été réalisées au XIX^e siècle. En 1803, Thomas Jefferson acheta la Louisiane à la France napoléonienne, un territoire représentant plus d'un tiers de la superficie actuelle des États-Unis continentaux. En 1867, le secrétaire d'État William Seward acquit l'Alaska auprès de l'Empire russe, alors en difficulté financière, pour la somme de 7,2 millions de dollars¹ (environ 158 millions de dollars actuels²), un montant largement compensé par l'exploitation ultérieure des ressources naturelles.

Bien que Seward ait été qualifié de fou par une grande partie de la classe politique américaine de l'époque, l'achat de l'Alaska s'est révélé être l'une des décisions les plus stratégiques de la jeune République. À la lumière des connaissances actuelles, il aurait été particulièrement préoccupant que des troupes soviétiques et, par extension aujourd'hui, celles de Vladimir Poutine se trouvent à moins de 1 500 kilomètres de Seattle.

¹ Département d'État américain, Bureau de l'historien, « Achat de l'Alaska, 1867 » (Étapes importantes : 1866-1898).

² Conversion en fonction de l'inflation (IPC, indicatif) : 7,2 millions de dollars (1867) ≈ 158 millions de dollars (2026), sur la base de la série IPC calculée par in2013dollars.com (consulté le 27 janvier 2026).



On peut douter que la proposition de Donald Trump concernant l'acquisition du Groenland résulte d'une réflexion stratégique personnelle approfondie. Toutefois, il est difficile d'ignorer l'intuition selon laquelle l'instinct commercial et stratégique de son entourage ne se trompe pas entièrement sur ce point.

L'importance du Groenland : matières premières, énergie et accès

Le Groenland et par extension l'ensemble de la région arctique constitue un réservoir majeur de matières premières rares indispensables à la transition énergétique, y compris, il convient de le souligner, de pétrole et de gaz. Selon l'US Geological Survey, les réserves estimées de métaux rares au Groenland s'élèvent à environ 1,5 million de tonnes, un volume comparable aux réserves américaines, estimées à environ 1,9 million de tonnes³. Le territoire présente en outre un potentiel significatif en cuivre, platine, graphite et nickel.

En novembre 2023, le GEUS (Geological Survey of Denmark and Greenland) a publié un rapport consacré au potentiel du Groenland en matière de matières premières critiques. La même année, l'Union européenne a indiqué que le Groenland disposait de réserves avérées ou potentielles pour 25 des 34 matières premières classées comme « critiques ». Dans le même temps, la réalité demeure qu'il n'existe pratiquement aucune exploration systématique et que seules deux mines sont actuellement en activité (début 2026)⁴.

Pour Washington, le Groenland représente ainsi un levier permettant de réduire une dépendance structurelle à l'égard de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Chine est aujourd'hui le principal acteur du traitement de 19 des 20 minéraux critiques liés à l'énergie, avec une part de marché moyenne d'environ 70 %, laquelle dépasse même 90 % pour plusieurs matériaux clés⁵. Or, le contrôle de la transformation ne détermine pas uniquement les prix, mais également le rythme, l'ampleur et les orientations stratégiques de la transition énergétique.

Le Groenland dispose de réserves avérées et potentielles de métaux rares, de graphite, de cobalt, de nickel, de manganèse et d'autres matériaux critiques essentiels aux batteries, aux éoliennes, aux applications de défense et aux infrastructures numériques. Pour les États-Unis, le Groenland constitue dès lors une assurance stratégique : il permet de réduire l'exposition à la Chine dans les conflits commerciaux, de limiter le risque de « chocs d'approvisionnement » et de renforcer la position de négociation américaine dans un monde où les matières premières sont redevenues des instruments de puissance.

³ U.S. Geological Survey (USGS), *Mineral Commodity Summaries 2025* — « Rare Earths » : réserves (Groenland : 1,5 million de tonnes ; États-Unis : 1,9 million de tonnes).

⁴ GEUS (Geological Survey of Denmark and Greenland), *Review of critical raw material resource potential in Greenland* (rapport MiMa 2023/1, novembre 2023) ; Commission européenne, fiche d'information sur le partenariat entre l'UE et le Groenland (mars 2024 : « Le Groenland abrite 25 des 34 matières premières critiques ») ; GEUS, « Ressources minérales au Groenland — aperçu général » (mise à jour du 9 janvier 2026 : deux mines en activité).

⁵ Agence internationale de l'énergie (AIE), « Avec les nouvelles restrictions à l'exportation des minéraux critiques, les risques liés à la concentration de l'approvisionnement deviennent réalité » (23 octobre 2025) : la Chine est le principal transformateur de 19/20 minéraux critiques liés à l'énergie ; part de marché moyenne d'environ 70 % et supérieure à 90 % pour certains matériaux.



Pour Washington, le Groenland ne constitue donc pas un territoire périphérique ou exotique, mais un pivot stratégique dans l'effort visant à soustraire la colonne vertébrale technologique et industrielle des États-Unis et de leurs alliés à la domination chinoise sur les matières premières stratégiques.

Le climat ouvre la scène arctique, mais pas sans friction

À mesure que le réchauffement climatique s'intensifie, l'exploitation minière (aujourd'hui largement irréalisable tant sur le plan technique qu'économique) devient progressivement envisageable. Ce phénomène s'explique par le fait que le réchauffement est nettement plus rapide dans les régions polaires. L'approvisionnement public en énergie au Groenland est d'ores et déjà majoritairement renouvelable : environ 70 % de l'électricité provient de l'énergie hydraulique⁶. Par ailleurs, le potentiel en matière d'énergie éolienne demeure important, bien qu'encore insuffisamment exploité.

Parallèlement, les passages du Nord-Est et du Nord-Ouest à travers l'Arctique deviennent de plus en plus souvent praticables de manière saisonnière pour la navigation entre l'Europe et l'Asie. Le passage du Nord-Est (Northern Sea Route), en particulier, permet de réduire la distance maritime de 30 à 40 % sur certains segments par rapport à l'itinéraire traditionnel via le canal de Suez. Dans des conditions saisonnières favorables, cette réduction se traduit par des temps de navigation sensiblement plus courts, pouvant aller jusqu'à une diminution de moitié. Il convient toutefois de souligner que ces gains ne sont ni constants ni garantis tout au long de l'année⁷.

Compte tenu des risques stratégiques associés à la route de Suez, notamment le canal lui-même en tant que point d'étranglement, l'instabilité en mer Rouge, la piraterie dans le golfe d'Aden, ainsi que les tensions autour des détroits de Malacca et de Taïwan une route septentrionale passant par le Groenland, le Canada et l'Alaska acquiert une importance géopolitique croissante. Ces itinéraires permettent d'éviter plusieurs goulets d'étranglement géopolitiques et, en raison du réchauffement accéléré de la région arctique, sont de plus en plus souvent libres de glace pendant des périodes prolongées.

Goulets d'étranglement arctiques : GIUK, Svalbard, infrastructure sous-marine

Un regard porté sur le globe terrestre, observé depuis une perspective polaire, met immédiatement en évidence le caractère hautement stratégique de la position du Groenland. Toutefois, tant dans l'enseignement que dans les médias, l'analyse repose encore largement sur des cartes planes classiques, sur lesquelles le pôle Nord est souvent absent ou marginalisé.

⁶ Commission européenne, fiche d'information sur le partenariat entre l'UE et le Groenland (mars 2024) : « 70 % de l'approvisionnement public en énergie du Groenland provient de l'hydroélectricité. »

⁷ Middlebury Institute, *Cold Calculations: Economic Prospects for Arctic Shipping Routes* (document de travail, juin 2024) : La route maritime du Nord réduit la distance entre l'Europe et l'Asie de ~30 à 40 % par rapport à Suez ; Reuters (22 septembre 2025) : une route Chine-Europe via la NSR a été annoncée, avec une réduction du temps de navigation d'environ 40 jours à environ 18 jours (dans des conditions favorables).



Dans la mesure où la Russie couvre environ la moitié de l'étendue géographique de la région arctique, il apparaît essentiel pour l'Occident démocratique d'exercer un contrôle sur « l'autre » moitié. À ce stade, cet équilibre existe, du moins formellement. Les États-Unis exercent un contrôle partiel à partir de l'Alaska. La part la plus importante relève de la souveraineté canadienne, à travers l'archipel arctique, tandis que le reste dépend d'États européens, à savoir le Danemark via le Groenland, et la Norvège via le Svalbard et Jan Mayen.

Alors que la Russie, en tant que puissance continentale typique, dispose d'un vaste littoral sur l'océan Arctique, la situation est sensiblement différente du côté occidental, où cette continuité côtière est beaucoup plus limitée.

Le spectre des énergies fossiles continuera de hanter la géopolitique pendant des décennies

Dans le contexte géostratégique qui se dessine aujourd'hui, il apparaît de plus en plus clairement que l'Occident doit, de toute urgence, réduire sa dépendance à l'égard de régimes politiquement contestables pour son approvisionnement en ressources énergétiques, qu'il s'agisse de l'Arabie saoudite, du Qatar ou de la Russie. Il va de soi que cet objectif doit être poursuivi en priorité par une transition vers des sources d'énergie renouvelables, telles que le solaire et l'éolien. Toutefois, une telle transition ne peut être réalisée ni techniquement ni économiquement en l'espace de quelques années. Les économies occidentales resteront donc dépendantes des énergies fossiles pendant encore plusieurs décennies, certes dans des proportions progressivement décroissantes.

Les États-Unis ont intégré cette réalité depuis longtemps et sont devenus, ces dernières années, pratiquement indépendants en matière de pétrole et de gaz. Cette évolution n'est pas le fruit du hasard, mais celui d'un choix stratégique délibéré. À la suite des expériences en Irak et en Afghanistan au début du XXI^e siècle, Washington a pris conscience que la protection des ressources pétrolières et gazières du Moyen-Orient, ainsi que des voies d'approvisionnement vers le territoire américain, ne pouvait plus constituer une priorité militaire durable.

Le coup d'État au Venezuela a initialement été présenté par l'administration Trump comme relevant principalement de la sécurité, notamment en lien avec la lutte contre le narcotrafic et la gestion des flux migratoires. Il est toutefois rapidement apparu qu'il s'agissait avant tout d'une opération stratégique visant à garantir l'accès à d'immenses réserves pétrolières situées au sein même de la sphère d'influence américaine. Les États-Unis pouvaient ainsi sécuriser les plus grandes réserves de pétrole au monde, estimées à environ 300 milliards de barils soit légèrement plus que celles de l'Arabie saoudite et près de 20 % des réserves mondiales⁸ à proximité immédiate de leur territoire, et les acheminer via la mer des Caraïbes et le « golfe d'Amérique », sans la présence de grandes puissances concurrentes et dans un espace maritime bien plus facile à défendre pour la marine américaine que la mer de Chine méridionale.

⁸ U.S. Congressional Research Service, IN12637 « Venezuela Oil Sector: Context for Recent Developments » (janvier 2026) : ~300 milliards de barils de réserves prouvées ; OPEP, faits marquants lors du lancement du *Bulletin statistique annuel 2025* (2 juillet 2025) : réserves mondiales prouvées de pétrole 1 567 milliards de barils (fin 2024). (≈19 % est un calcul propre.)



Le Groenland recèle également un potentiel pétrolier et gazier considérable, bien qu'il s'agisse de volumes encore non découverts. L'US Geological Survey ne les appréhende pas comme un unique « bassin groenlandais », mais les évalue par zones géologiques distinctes. Pour la zone Ouest du Groenland–Est du Canada, l'estimation moyenne s'élève à 7,8 milliards de barils de pétrole et 91,9 tcf de gaz naturel (trillion cubic feet, soit environ 2 600 milliards de mètres cubes). Pour les bassins de rift de l'est du Groenland, les estimations atteignent environ 31,4 milliards de barils équivalent pétrole, incluant pétrole, gaz et liquides de gaz naturel⁹.

Il ne s'agit pas de réserves prouvées. Elles sont néanmoins suffisamment importantes pour expliquer pourquoi Washington ne considère pas le Groenland comme une lointaine étendue glacée, mais comme une option stratégique dans un environnement international devenu plus contraignant. Si les États-Unis parvenaient à annexer le Groenland, le transport via la baie de Baffin et la baie d'Hudson deviendrait, du point de vue américain, entièrement « interne ».

Il va sans dire que l'Occident doit accélérer et approfondir au maximum la transition énergétique, non seulement pour des raisons géostratégiques, mais également afin de ralentir, puis à terme d'enrayer, le réchauffement climatique. Toutefois, en dépit de l'activisme politique déployé, les combustibles fossiles ne peuvent être ignorés. La transition énergétique constitue certes un enjeu politique, financier et économique, mais elle demeure avant tout une question technique et (géo)stratégique.

⁹ U.S. Geological Survey (USGS), « Assessment of undiscovered conventional oil and gas resources of the West Greenland–East Canada Province, 2023 » (publié le 9 juillet 2025) : moyenne de 7,8 milliards de barils de pétrole et 91,9 billions de pieds cubes (tcf) de gaz. U.S. Geological Survey, fiche d'information 2007-3077 « Évaluation des ressources pétrolières et gazières non découvertes de la province des bassins de rift de l'est du Groenland » (2007) : moyenne de 31 400 MMBOE (≈31,4 milliards de barils équivalent pétrole) de pétrole, de gaz et de LGN.



Le Groenland, levier de l'autonomie stratégique européenne

Cette transition soulève toutefois un défi géopolitique majeur. Le passage aux énergies renouvelables requiert un large éventail de matières premières critiques ; lithium, nickel, cobalt, gallium, ainsi que les métaux dits rares tels que le néodyme. Or, ces ressources se trouvent, pour l'essentiel, sous le contrôle de régimes qui, au mieux, ne sont pas favorables aux intérêts occidentaux, ou qui constituent à tout le moins des rivaux stratégiques.

La Chine détient de facto une position quasi monopolistique dans l'extraction ou, à tout le moins, dans le traitement d'une part substantielle de ces matières premières. L'Europe n'est pas en mesure, à ce stade, de produire de manière autonome les batteries nécessaires à l'électrification de son parc automobile (comme l'illustre notamment l'échec retentissant de Northvolt) et demeure presque entièrement dépendante de la Chine dans ce domaine. Une telle situation ne saurait être considérée comme satisfaisante à long terme.

C'est dans ce contexte qu'interviennent le Groenland et, par extension, l'ensemble de la région arctique. Si l'Occident, et en particulier l'Europe, entend réellement accéder à une indépendance stratégique, tant pour les matières premières indispensables à la transition énergétique que pour les sources d'énergie elles-mêmes, dans lesquelles les combustibles fossiles continueront de jouer un rôle significatif pendant au moins plusieurs décennies de transition, il lui faudra exercer un contrôle direct sur ces ressources.

Le Groenland : un casse-tête militaire crucial pour l'Europe

En outre, l'Occident devra être en mesure de défendre militairement ses intérêts dans la région arctique face à des États tels que la Russie. Les actes de sabotage perpétrés ces derniers mois contre des câbles et des infrastructures sous-marines illustrent, à titre d'exemple, le degré élevé de vulnérabilité qui caractérise aujourd'hui nos voies d'approvisionnement.

Dans cette optique, la question relève avant tout du pragmatisme, en particulier à court terme. Le Danemark dispose de trois frégates de classe Iver Huitfeldt et de deux plateformes de classe Absalon (ASW), complétées par quatre navires multifonctionnels arctiques de classe Thetis et trois patrouilleurs arctiques de classe Knud Rasmussen. La Norvège aligne quatre frégates de classe Fridtjof Nansen et six sous-marins de classe Ula (en service depuis 1989–1992). Le Royaume-Uni dispose de six destroyers de type 45 et commencera, en 2026, à opérer sept frégates en service (type 23), en complément de deux porte-avions.

À titre de comparaison, la marine américaine a, à elle seule, mis en service 74 destroyers de classe Arleigh Burke, auxquels s'ajoutent 25 unités supplémentaires sous contrat et 12 autres à différents stades de construction, ainsi que 11 porte-avions et une flotte amphibie conséquente. La garde côtière américaine, prise isolément, dispose d'équipements supérieurs à ceux de la plupart des marines européennes¹⁰.

¹⁰ Défense danoise, « Structure of the Navy » (1er/2e escadron : 3 frégates Iver Huitfeldt, 2 Absalon (ASW), 4 navires multifonctionnels Thetis, 3 navires de patrouille arctiques Knud Rasmussen) ; Forces armées norvégiennes, « Marinen » (4 frégates) et « classe Ula » (6 sous-marins, 1989-1992) ; Royal Navy, « classe Daring » (six destroyers de type 45) ; Parlement britannique, question écrite HL13166 (réponse du 5 janvier 2026 : sept frégates en service) ; U.S. Navy Fact File (DDG-51 : 74 destroyers livrés ; 25 sous contrat) et U.S. Naval Institute (11 porte-avions).



Même en mobilisant les marines française et néerlandaise, ainsi que les deux frégates belges, l'Europe rencontrerait encore de grandes difficultés à assurer sa défense dans le cadre d'un conflit stratégique en haute mer, que ce soit dans l'océan Arctique, la mer du Nord ou l'Atlantique Nord. La flotte nordique européenne ne dispose d'aucune capacité offensive significative, de pratiquement aucune capacité de soutien aérien, d'un nombre insuffisant de bâtiments dédiés à la protection des convois et, pour couronner le tout, elle ne dispose pratiquement d'aucune capacité de construction navale pour remplacer les navires endommagés ou détruits.

Le conflit maritime avec la Russie

Depuis février 2022, l'Europe est confrontée à un voisin particulièrement agressif, la Russie, qui s'attaque ouvertement à notre mode de vie. Il convient d'être clair : la menace ne se limite pas au conflit terrestre en Ukraine. Des tensions s'exercent également, pour l'instant sans emploi direct d'armes, dans l'océan Atlantique et la mer du Nord.

Les « provocations » répétées de l'armée de l'air et de la marine russes, ainsi que les activités de leur « flotte fantôme », exercent une pression intense sur les capacités navales européennes, mettant presque à leur limite la capacité de réaction. Assurer la défense efficace de régions éloignées mais stratégiquement cruciales telles que le Svalbard, l'Islande ou le Groenland est tout simplement impossible sans le concours des États-Unis.



Il est à noter que, dans un scénario de confrontation, la Russie pourrait viser des positions stratégiques plutôt que de petites localités périphériques (comme Narva en Estonie)¹¹. Ainsi, le Svalbard et Jan Mayen présentent un intérêt militaire majeur. La convention de Svalbard de 1920 reconnaît certes la souveraineté norvégienne sur l'archipel, mais elle accorde également des droits d'exploitation aux signataires, y compris la Russie. Celle-ci dispose notamment d'une colonie permanente à Barentsburg. En janvier 2022, avant même l'invasion de l'Ukraine, le câble téléphonique reliant Svalbard à la Norvège a été « accidentellement » interrompu, soulignant la vulnérabilité des infrastructures critiques¹².

Le contrôle du Svalbard et de Jan Mayen est essentiel pour confiner la flotte russe du Nord au sein de l'océan Arctique et du Kola Fjord. Une occupation russe dans un scénario comparable à celui des Malouines offrirait à Moscou un pied-à-terre dans la mer du Nord, lui donnant un accès stratégique aux nombreux pipelines et câbles sous-marins, ainsi qu'aux liaisons entre l'Europe et le Groenland, territoire riche en matières premières stratégiques.

Trump a raison

Il apparaît donc clairement que, indépendamment du style souvent abrupt de Donald Trump, il souligne une vulnérabilité stratégique profonde. Il est tout aussi évident que, dans le respect absolu du droit à l'autodétermination des plus de 56 000 Groenlandais et des 393 000 Islandais¹³, ces populations ne disposent ni des moyens ni de la capacité nécessaire pour assurer seules la défense de leur territoire et de leurs ressources naturelles. Dans ce contexte, l'« offre initiale » formulée par Donald Trump, dans son style transactionnel caractéristique, pourrait constituer une opportunité de clarifier et de sécuriser certaines priorités stratégiques.

Quoi qu'il en soit, les Groenlandais ne disposent ni des ressources humaines ni des capacités techniques nécessaires pour exploiter pleinement leurs richesses naturelles et jeter les bases d'une société prospère de type européen. Ils devront donc s'engager dans cette entreprise en collaboration avec des partenaires extérieurs, de préférence autres que la Russie ou la Chine. Les options réalistes se limitent dès lors à l'Union européenne ou aux États-Unis.

¹¹ Carlo Masala, *Als Rusland wint* (Prometheus, 2025), scénario sur l'occupation russe du territoire estonien et les limites de la réaction de l'OTAN.

¹² Space Norway, « Redundancy on primary telecom connection to Svalbard restored » (1er mars 2022) sur la panne/rupture du 7 janvier 2022 et la solution temporaire ; voir également Carnegie Endowment, « Securing Europe's Subsea Data Cables » (16 décembre 2024) pour le contexte de l'incident du Svalbard.

¹³ Statistics Greenland, Quarterly Population (1er octobre 2025 : 56 699) ; Statistics Iceland, « The population grew by 1,350 in the third quarter » (31 octobre 2025 : population totale 393 160).



La solution pour le Groenland : un partenariat plutôt qu'une annexion

Il serait peut-être opportun de réfléchir sérieusement à l'instauration d'une véritable souveraineté pour le Groenland, distincte de l'administration « coloniale » danoise. Heureusement, les Groenlandais disposent déjà d'une large autonomie et conservent le droit de proclamer leur indépendance, le Danemark restant par ailleurs l'un des pays les plus démocratiques au monde.

L'UE et les États-Unis dans un « Pacte arctique des nations libres » plus large

Un modèle pertinent pourrait être inspiré du « Compact of Free Association » existant entre les États-Unis et trois nations insulaires du Pacifique (Palau, les États fédérés de Micronésie et la République des Îles Marshall). Ces États sont souverains et démocratiques, disposent de leur propre constitution, de leur parlement, de leur gouvernement et de leur système judiciaire, tout en s'appuyant sur les États-Unis pour leur politique étrangère et leur défense.

Un dispositif similaire pourrait être envisagé pour le Groenland et éventuellement pour l'Islande, au sein d'un pacte impliquant les États-Unis et l'Union européenne. Ces deux blocs occidentaux pourraient soutenir le développement économique du Groenland, en faisant une nation prospère et autonome, à travers des accords de libre-échange avec l'UE et les États-Unis, incluant par exemple le droit pour les Groenlandais de s'établir et de travailler librement sans visa au sein de ces deux ensembles.

L'exploitation des ressources pourrait être réalisée selon des normes « européennes », respectant pleinement les objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). L'UE et les États-Unis (et en particulier ces derniers) pourraient assurer la défense du Groenland ainsi que la protection de ses lignes de communication maritimes avec les continents américain et européen, le Groenland se situant par ailleurs sur la plaque tectonique nord-américaine.

Les États-Unis sont présents au Groenland depuis plusieurs décennies, avec leur base spatiale de Pituffik (anciennement base aérienne de Thulé), leurs stations radar intégrées au système d'alerte précoce des missiles balistiques (BMEWS) et leurs installations de défense contre les missiles balistiques russes ou chinois passant au-dessus du pôle Nord. Le traité conclu entre le Danemark et les États-Unis en 1951 autorise aujourd'hui une présence militaire américaine quasi illimitée. Ce traité a été révisé en 2004 afin d'inclure le gouvernement groenlandais dans le processus décisionnel¹⁴.

Un tel dispositif permettrait de sécuriser la partie occidentale de l'Arctique, riche en matières premières essentielles à la transition énergétique, tout en renforçant la protection des routes maritimes de l'Atlantique Nord, lesquelles ont été cruciales pour l'Europe lors des deux guerres mondiales.

¹⁴ U.S. Congressional Research Service (CRS), IN12643, « Greenland, Denmark, and U.S. Relations » (22 janvier 2026) : accord de défense de 1951 avec amendements de 2004 (Igaliku). Traité : Département d'État américain « Denmark (Greenland) (04-0806) » (6 août 2004).



Parallèlement, il serait nécessaire d'améliorer la défense du Svalbard et de Jan Mayen et de renforcer la surveillance du GIUK gap (Greenland–Iceland–United Kingdom), comme cela a été le cas durant la guerre froide. Le GIUK gap constitue un point d'étranglement stratégique entre la mer du Nord et l'océan Atlantique, où le concept défensif de l'OTAN a toujours consisté à bloquer la flotte soviétique afin d'empêcher son accès au large.

Un tel scénario n'exonère toutefois pas l'Europe de sa responsabilité de renforcer significativement ses capacités de défense, et notamment de standardiser son matériel militaire (l'adoption d'un type unique de frégate représenterait un progrès considérable). Même en mobilisant les fonds nécessaires dès 2025, il est cependant probable que l'Europe ne pourrait être pleinement opérationnelle avant 2040 au plus tôt.

Le rôle du Canada

Et qu'en est-il du Canada ? Il est évident que le Canada jouera un rôle central dans toute stratégie occidentale en Arctique. Son importance se manifeste notamment dans la surveillance du passage du Nord-Ouest, essentiel pour permettre à l'Occident de commercer avec l'Asie via des routes maritimes sûres, à l'écart des zones à risque comme la mer Rouge et les attaques des Houthis.

Un accord global pourrait également contribuer à résoudre le différend historique entre le Canada et les États-Unis concernant le statut du passage du Nord-Ouest, eaux internationales ou eaux intérieures canadiennes. Pour l'Union européenne, il s'agirait d'une opportunité idéale, non seulement de conclure un accord de libre-échange classique avec le Canada, mais également d'intégrer ce dernier à l'Association européenne de libre-échange (AELE) avec un statut comparable à celui de la Norvège ou de la Suisse. Dans ce cadre, un Groenland indépendant pourrait également y être associé.

Pour l'UE, ce serait le moment d'offrir au Canada un accès complet à la zone de libre-échange européenne par le biais d'un accord approfondi, garantissant un large accès au marché et une harmonisation poussée des règles et normes. Le Canada peut ainsi être considéré comme « l'Europe outre-Atlantique », davantage que les États-Unis. Une telle démarche permettrait à l'UE et au Canada de se prémunir plus efficacement contre les politiques économiques américaines, telles que les droits d'importation et autres mesures restrictives.

Cette approche permettrait de constituer, plus que jamais, une véritable communauté nord-atlantique et arctique, fondée sur les valeurs démocratiques, l'autodétermination des peuples et l'indépendance géostratégique, alimentée par les énergies renouvelables et protégée par une OTAN modernisée (« OTAN 2.0 »), au sein de la plus grande zone de libre-échange au monde, et soutenue par un État-providence pleinement développé (à l'exception des États-Unis).



Le XXI^e siècle ressemble davantage au XIX^e siècle qu'au XX^e siècle sur le plan géopolitique

Nous ne pouvons plus analyser et aborder le monde d'aujourd'hui et de demain selon les conventions héritées de la Seconde Guerre mondiale. À mon sens, le terrain géopolitique actuel ressemble de plus en plus à l'équilibre multipolaire de la seconde moitié du XIX^e siècle. Le rôle de l'hégémon « en place », alors tenu par le Royaume-Uni, est aujourd'hui assumé par les États-Unis. Le rôle du challenger, auparavant celui de l'Allemagne, revient désormais à la Chine. La Russie poursuit simplement ses propres intérêts, tandis que l'UE incarne, de manière saisissante, la France instable de Napoléon III puis de la Troisième République.

Nous devons donc adopter une approche davantage inspirée de la Realpolitik, à la manière de Bismarck, avec une touche de Kissinger. Cette démarche ne doit pas être guidée par un messianisme moral, qui a marqué la politique occidentale (et surtout européenne) depuis la chute du Mur de Berlin, mais par nos intérêts propres : économiques, démocratiques et sociaux, dans le but de préserver notre modèle occidental et notre mode de vie.

Cette stratégie doit être guidée par le réalisme et l'ambition de devenir le moteur de la transition énergétique, laquelle doit non seulement contribuer à la sauvegarde du climat, mais aussi garantir notre indépendance géostratégique.

Trump est un « signal d'alarme » pour l'Europe

Donald Trump demeure un acteur aux effets déstabilisants, représentant un danger pour l'ordre juridique international et pour la démocratie, tant aux États-Unis qu'au-delà de ses frontières. Son régime se caractérise par un narcissisme prononcé, une corruption manifeste et un alignement sur les « accélérationnistes » de la Silicon Valley. Ses successeurs potentiels, à l'image de JD Vance, peuvent même être perçus comme plus dangereux, en raison de leur rationalité accrue et de leur sens stratégique plus affirmé.

Il convient toutefois de reconnaître que Trump a eu l'effet de réveiller l'Europe d'une hibernation confortable dont elle bénéficiait depuis la chute du Mur de Berlin. Pendant trois décennies, la protection américaine, l'énergie russe bon marché et la Chine fournissant des biens de consommation à faible coût tout en achetant nos produits haut de gamme ont permis à l'Europe de prospérer dans un contexte exceptionnel, sans effort stratégique majeur. Cette époque est désormais révolue.

L'Europe doit donc se réveiller de toute urgence. Elle doit se libérer d'une bureaucratie étouffante, simplifier ses réglementations excessives, dépasser sa naïveté et, surtout, retrouver sa capacité d'action autonome. Il ne suffit pas de dénoncer les excès ou les dérives de Trump tout en continuant à dépendre totalement des États-Unis, comme l'ont fait certains dirigeants européens. L'Europe doit oser s'appuyer sur ses propres forces et ambitions pour agir de manière stratégique et souveraine.



La voie à suivre pour l'Europe

L'Europe doit redevenir une idée, une communauté de valeurs qui valorise sa diversité et revient au principe de subsidiarité, au lieu de l'appareil bureaucratique et impersonnel qu'elle est devenue aujourd'hui, manquant de légitimité démocratique auprès des citoyens européens. L'ère de la « nouvelle gestion publique », avec son cadre réglementaire européen omniprésent et ses choix prétendument scientifiques et « neutres », appartient désormais au passé.

Cela implique que le pouvoir doit revenir au Conseil européen, au détriment de la Commission, et donc à la « vraie » politique. C'est, à mon sens, la principale leçon à tirer de la saga Euroclear. Une fédération européenne, sans parler d'un super-État, reste un rêve fiévreux des élites mondialisées du début du siècle. En revanche, une confédération européenne, sans unanimité ni droit de veto, représente le maximum réalisable et correspond mieux à un « sentiment national » qui s'est construit pendant plus d'un millénaire à travers le patchwork qu'est l'Europe.

La Realpolitik, ou l'art de gouverner, consiste à gérer de manière pragmatique des circonstances en constante évolution, sans perdre de vue les intérêts et ambitions de sa propre communauté. Au cours des trois dernières décennies, nous avons trop souvent confondu les moyens avec les fins. Nous ne pouvons plus nous le permettre pour les trois prochaines décennies.

C'est la seule manière de sortir du triangle infernal consistant à concilier simultanément la transition vers la neutralité climatique, l'indépendance géostratégique et la protection de notre démocratie et de notre prospérité.

Ces trois objectifs sont parfaitement conciliables, mais cela nécessitera de puiser de toute urgence dans des ressources et approches plus pragmatiques et raisonnables. L'avenir de l'Europe repose sur une ambition pragmatique, et il est impératif de retirer rapidement tout geste accusateur avant que le reste du monde n'en tire profit à notre détriment.



CONCLUSION

L'époque où l'Europe pouvait prospérer grâce à la protection américaine, à l'énergie russe bon marché et à la complémentarité industrielle chinoise est désormais révolue. Elle doit désormais faire face à une réalité multipolaire complexe, où le pouvoir, l'énergie, les matières premières et la puissance militaire redeviennent déterminants.

L'Arctique et le Groenland illustrent parfaitement la vulnérabilité de l'Europe : ces territoires sont stratégiquement essentiels pour l'énergie, les matières premières et les routes commerciales, mais l'Europe y demeure aujourd'hui insuffisamment préparée sur les plans militaire et économique. L'autonomie stratégique nécessite une combinaison de sécurité énergétique, d'accès aux matières premières, de capacités de défense et de puissance politique un ensemble dans lequel l'Europe accuse actuellement un déficit significatif.

La transition énergétique est indispensable, mais elle restera pendant des décennies dépendante des combustibles fossiles et des matières premières critiques, pour lesquelles l'Europe reste trop dépendante de régimes autoritaires. Le Groenland représente une opportunité unique de réduire cette dépendance, à condition de coopérer avec les États-Unis et le Canada, tout en respectant pleinement la souveraineté des Groenlandais.

Grâce à un pacte d'association libre, sur le modèle des Îles Marshall, l'Europe, le Canada et les États-Unis pourraient protéger conjointement les intérêts stratégiques occidentaux, en partenariat avec une population groenlandaise pleinement souveraine.

L'Europe doit mûrir : moins de bureaucratie, moins d'illusions autour d'un super-État, plus de Realpolitik. Le pouvoir doit revenir au Conseil européen, la stratégie doit primer sur la procédure, et les responsabilités doivent incomber aux dirigeants élus.

L'avenir de l'Europe repose sur une ambition pragmatique : combiner neutralité climatique, sécurité énergétique, autonomie stratégique et légitimité démocratique. Ce chemin n'est pas facile, mais il est le seul réaliste. Trois objectifs sur trois sont atteignables, à condition que l'Europe ose enfin privilégier le pouvoir assorti de valeurs, plutôt que des valeurs dépourvues de pouvoir.